



BORDEAUX, le 3 février 2020

Syndicat National Unitaire  
de l'Enseignement Professionnel

**DÉCLARATION SNUEP-FSU  
CAPA recours PPCR**

Le SNUEP-FSU reste fermement opposé au projet de réforme des retraites. Ce projet n'est ni solidaire, ni égalitaire puisqu'il creuse encore davantage les écarts entre les hommes et les femmes et engendrera une baisse inéluctable des pensions.

De plus, d'âge d'équilibre en âge pivot, ce qui apparaît clairement, c'est qu'il va falloir travailler encore plus longtemps pour percevoir une pension correcte : jusqu'à 64 ans, 65 ans, pourquoi pas 67 ans puisque tout fluctue ?

Et qui nous fera croire que cette contre-réforme est un progrès quand on a d'un côté, 19 % de jeunes au chômage et que de l'autre côté on ne cesse de retarder l'âge de départ à la retraite de personnels particulièrement usés par les conditions de travail ! On marche vraiment sur la tête. Le SNUEP- FSU exige donc le retrait de ce projet.

Nous restons mobilisés et soutenons le mouvement social en cours car ce sont des conditions indispensables pour une véritable prise en compte de nos conditions de travail et pour une augmentation concrète et ambitieuse des salaires des PLP déconnectée de la réforme des retraites.

L'engagement sur 500 millions d'euros en 2021 n'est pas suffisant encore plus s'il est accompagné de contreparties inacceptables. Pour le SNUEP-FSU, la revalorisation des salaires des agents passe notamment par une forte augmentation de la valeur du point d'indice.

Coté réforme de la voie professionnelle, nous estimons qu'elle dégrade les parcours scolaires et professionnels des jeunes en diminuant la qualité des diplômes et les acquis nécessaires à leur citoyenneté.

Les PLP ne sont pas dupes : depuis 10 ans, force est de constater que la déstructuration de l'enseignement professionnel public est en marche au seul profit de l'apprentissage.

Nous, enseignantes et enseignants, ne pouvons accepter une diminution drastique des heures de formation pour nos élèves de CAP et de Bac pro. Et pendant que le nombre de CFA ne cesse d'augmenter, le lycée professionnel se meurt dans l'indifférence générale.

Nous ne saurions terminer sans exprimer notre colère quant à la quasi mise à mort du paritarisme. On mesure ainsi ce qu'est le niveau du dialogue social et de l'école de la confiance. Là non plus, nous ne sommes pas dupes : la suppression des commissions paritaires sur les mutations puis sur les promotions laisse les mains libres au ministère pour une gestion en toute opacité, tout en faisant des économies de décharge.

Nous connaissons d'ores et déjà les conclusions que vous allez en tirer : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Le fonctionnaire d'aujourd'hui n'a plus qu'un seul droit : celui de se taire et de mettre immédiatement en application les soi-disant « réformes » du système éducatif qu'on lui impose sans réelle concertation.

Mais très rapidement, nous en verrons les conséquences négatives ! Et ceux qui attendent des « preuves d'amour » du ministre de l'éducation nationale risquent de rester longtemps sur leur faim !